



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 113 - 15 novembre 1982

PRIX : 2 F

Immigration : soutien à la



lutte des sans papiers

(SOMMAIRE
AU
VERSO)

sommaire

éditorial

IMMIGRATION : SOUTIEN A LA LUTTE DES SANS PAPIERS

Page 2

- EDITORIAL

Page 3

- Une mesure de plus contre l'immigration

Page 4

- MALI : élections municipales sans surprise

- SENEGAL : baisse des cultures vivrières face à celles de l'arachide au Sine-Saloum

Page 6

- CAMEROUN : Ahidjo s'en va mais la dictature demeure

Page 7

- TCHAD : deux gouvernements pour une même politique

Page 8

- NIGERIA : les populations victimes des affrontements religieux

- URSS : Brejnev est mort, la dictature reste

- A B O N N E M E N T

- FRANCE : 1 an
• pli ouvert : 24 F
• pli fermé : 48 F

- AUTRES PAYS :

• écrire au journal

- A D R E S S E -

• Combat Ouvrier
" pour le PAT "
B P 145- 75 023
Paris-Cedex

Depuis le 19 octobre, 20 travailleurs africains font la grève de la faim pour obtenir du gouvernement français une carte de séjour. Ces travailleurs avaient, comme des milliers d'autres travailleurs sans papiers, déposé une demande de régularisation de leur situation. Mais le gouvernement socialiste n'a pas tenu ses promesses. Il a rejeté les demandes de 20 000 travailleurs sur 140 000 demandes environ.

Ces temps derniers, ceux dont la demande de régularisation n'a pas été acceptée, ont reçu des lettres d'expulsion. Un délai jusqu'au 31 octobre leur a été donné pour quitter la France. Des employeurs ont même reçu des consignes pour renvoyer les travailleurs sans papiers qu'ils emploient. C'est face à cette situation inadmissible que 20 travailleurs maliens et sénégalais ont décidé de faire la grève de la faim sur la base des revendications suivantes :

- régularisation de tous les travailleurs immigrés ayant fait la demande ;
- ouverture de discussions pour tous ceux qui n'ont pas déposé de demande de régularisation ;
- report du délai du 31 octobre au 31 décembre, et suspension des refoulements et expulsions pendant cette période, pour tous les clandestins ;
- arrêt des mesures discriminatoires telles que licenciement des sans papiers, suppression de la sécurité sociale...

Quoi qu'on puisse penser de cette forme d'action, les grévistes de la faim ont réussi à attirer l'attention de l'opinion publique sur ce problème. Et leur lutte mérite le soutien de tous les travailleurs.

Autour des grévistes de la faim, un comité de soutien a été mis sur pied depuis le 19 octobre. A leur initiative, plusieurs manifestations ont déjà eu lieu le 28 octobre, les 6, 10 et 15 novembre. Le gouvernement refuse toujours de satisfaire aux revendications des grévistes.

Mais devant l'écho assez large des diverses manifestations, le secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés a accepté de rencontrer une délégation le 10 novembre. Les représentants du secrétaire d'Etat ont certes accepté une liste de sans papiers, mais ils n'ont rien voulu promettre quant à la solution satisfaisante.

Les travailleurs immigrés, comme d'ailleurs les travailleurs français, n'ont pas grand chose à attendre de ce gouvernement, comme ils n'avaient rien à attendre de celui de Giscard. Ce qui guide sa politique c'est tout d'abord la gestion de la société capitaliste en crise selon les intérêts de la bourgeoisie française? Et donc il n'y a pas à s'étonner de telle ou telle mesure qu'il prend ou qu'il prendra pour imposer à l'ensemble des travailleurs, particulièrement à sa faction la plus dominée, les immigrés, une situation de plus en plus dure. C'est dans le cadre de cette politique qu'il faut situer l'attitude du gouvernement face aux clandestins. Ils sont des dizaines de milliers à se voir refuser des papiers. En tout cas, la détermination des 20 travailleurs à poursuivre leur grève de la faim a obligé le gouvernement à céder. Or à l'heure où nous écrivons, après une manifestation regroupant des centaines de travailleurs français et immigrés, le gouvernement a décidé de régulariser 15 des 20 travailleurs. La situation des 5 autres serait en cours d'étude et il semble qu'une issue favorable sera trouvée. Nous sommes solidaires de la lutte des 20 travailleurs tout comme de la lutte de tous les sans papiers, aujourd'hui menacés d'expulsion.

... / ...

Tous les travailleurs, notamment ceux qui ont des papiers, doivent soutenir la lutte des sans papiers.

En cette période de crise, ce sont les travailleurs sans-papiers que le gouvernement socialiste, au service de la bourgeoisie française, a décidé de frapper les premiers. Mais demain, après les sans papiers, ce sera le tour de ceux qui ont des papiers.

En soutenant la lutte des sans-papiers, les travailleurs africains qui ont des papiers ne feront que défendre leurs propres droits et leur dignité.

Une mesure de plus contre l'immigration

Après l'instauration d'un visa obligatoire pour les ressortissants des pays d'Amérique latine, le gouvernement français a l'intention d'élargir la même mesure à ceux de l'Afrique noire non encore touchés jusque-là et de l'Afrique du Nord.

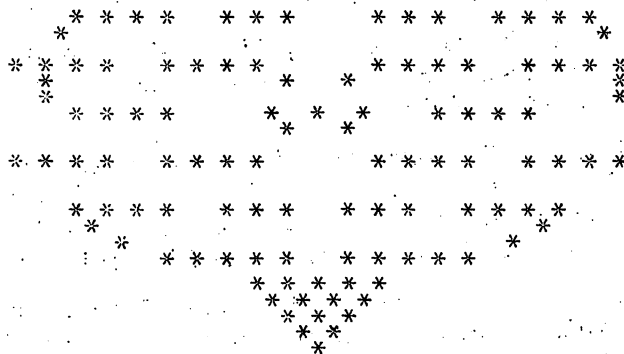
Le 3 novembre Claude Cheysson, ministre des Relations Extérieures, a présenté cette mesure comme " inévitable ". Eh oui, dans ce monde capitaliste, quand les affaires marchaient, les exploiters n'hésitaient pas à aller chercher eux-mêmes les travailleurs d'autres pays pour faire fonctionner les usines. Mais dès que la crise est là, non seulement ils limitent le nombre des travailleurs mais ils en licencient et - pour ce qui est des travailleurs immigrés - chassent certains d'entre eux ou leur refusent l'entrée en France.

Et le fait que le gouvernement qui est au pouvoir actuellement s'appelle socialiste ne change rien. Il est impossible de ne pas gérer la crise si on veut se contenter de " réformer " ce vieux monde pourri.

Il n'y a donc rien d'étonnant que le nouveau gouvernement ait recours à la même vieille recette qui ne résoudra rien.

Face à la crise, il n'y a pas trente-six solutions.

Pour résoudre les problèmes de chômage, de crise, de misère et permettre aux travailleurs de travailler où ils veulent, le seul remède est le renversement du capitalisme décadent.



MALI : Elections municipales sans surprise

Le 24 octobre dernier, les élections municipales ont eu lieu dans toutes les grandes villes du Mali. Seule l'UDPM (Union Démocratique du Peuple Malien) parti unique de Moussa Traoré, avait le droit de présenter des candidats. Donc le résultat est sans surprise. Tous les candidats sont élus. Les nouveaux élus ou réélus sont pour la plupart des militaires qui dirigent ces communes. On se demande d'ailleurs pourquoi les galonnés de Bamako ont-ils besoin d'organiser ces élections. Car ils pouvaient aussi bien désigner leurs pions au lieu de se donner la peine de présenter leurs sous-fifres au suffrage universel en interdisant toutes les autres représentations indépendantes du régime.

Il faut dire que, pour ce qui est des services publics, ces gens n'ont pas grand-chose à administrer. Les municipalités n'ont pas d'argent pour financer les services publics. Même à Bamakola capitale par exemple, dans la plupart des quartiers il n'y a ni canalisations ni ramassages d'ordures. Ce qui fait que pendant l'hivernage, des nappes d'eau stagnent plusieurs jours dans les rues sans être évacuées.

Les maires ne sont là que pour célébrer les mariages et recevoir les personnalités officielles. Sinon, leur autre préoccupation c'est de détourner l'argent destiné à faire de petits travaux si travaux il y a.

Pour changer vraiment toutes ces façons d'administrer nos villes et nos pays, il faut qu'il y ait de véritables libertés démocratiques qui permettent d'élire les maires ainsi que tous les autres représentants élus et les révoquer à tout moment. Mais ce mode d'élection démocratique n'est possible que si les travailleurs et les paysans pauvres maliens, sous la direction du prolétariat révolutionnaire, s'organisent et renversent ce régime anti-démocratique et anti-populaire de Bamako.

SENEGAL

Baisse des cultures vivrières face à celles de l'arachide au Sine-Saloum

Selon les derniers examens de la situation agricole au Sine-Saloum, les autorités signalent que la superficie des cultures vivrières a baissé alors que celle de l'arachide a augmenté, en l'espace d'une année. Ainsi par exemple, sur 440 000ha de terre cultivées en mil l'année dernière, dans l'ensemble de la région du Sine-Saloum, on en a recensé cette année-ci qu'environ 338 000ha soit une diminution de près de 100 000ha.

Dans le département du Nioro du Rip, l'arachide qui occupait l'année dernière 64 543ha, occupera cette année-ci près de 86 000ha ; alors que le mil a baissé de 56 813ha à près de 45 000ha pour la même période.

Les cultures dites de " diversification " comme le maïs et le sorgho, dans le département du Nioro du Rip, qui occupaient 8 587ha ont chuté en une année à près de 4 000ha. Dans d'autres départements, on constate la même tendance. Certaines baisses de céréales, en superficie, vont jusqu'à 50 % , alors que celle de l'arachide connaît une augmentation.

Les représentants du gouvernement n'ont pas l'air de trop se préoccuper. Ils ont l'air au contraire satisfait de ces " chiffres éloquentes " de l'avis de l'Inspecteur Général de la Production Agricole, concernant l'arachide, qui toujours selon lui, s'est " bien comportée ". Ils ont tout simplement constaté la baisse du mil dans la région. Selon " le Soleil " journal gouvernemental, cette baisse pourrait créer un déficit alimentaire pour

l'année prochaine, et accentuer les spéculations sur cette denrée alimentaire de base au Sénégal.

Quelles sont les raisons de cette baisse des cultures céréalières ? Elles sont nombreuses.

Tout d'abord elle est plus ou moins voulue d'en haut. C'est en effet le gouvernement qui depuis plusieurs années encourage et organise les cultures industrielles comme le coton ou l'arachide. Ces cultures rapportent à l'Etat sénégalais des devises. En vue de cet objectif, l'Etat a mis en place un certain nombre d'infrastructure et d'encadrement dont ne bénéficient pas les cultures vivrières.

L'Etat prend ainsi en charge l'acheminement de l'engrais jusque dans les campagnes et en fait même crédit aux paysans. Il assure la collecte de l'arachide aux quatre coins du pays, envoie des agronomes pour étudier les différentes variétés d'arachides et les manières de lutter contre les parasites etc... Que fait-il pour le mil et les autres céréales ? Rien. Il " encourage " seulement verbalement la diversification.

Les paysans, quand ils arrivent à produire un surplus de mil ou de maïs, sont obligés d'accepter des prix dérisoires, sans aucune garantie contre les spéculations des commerçants qui profitent de la situation de manque d'infrastructure, pour acheter les produits des paysans à très bas prix.

On a ainsi constaté que le prix du mil aux producteurs a été de 20 à 25 F CFA le kilogramme; cette année-ci à Foundiougne, c'est-à-dire presque rien. Ainsi en échange de leur mil, sorgho et maïs, qu'ils ont produit avec beaucoup de mal, face au risque de la sécheresse ou tout simplement d'une mauvaise saison de pluie, ils n'obtiennent pas grand-chose.

Alors que font-ils ? Ils cultivent tout juste ce qu'il leur faut pour leur auto-subsistance et le reste de leurs terres, ils les reconvertissent en cultures de vente : l'arachide ou le coton.

Ces dernières ne leur rapportent pas grand-chose non plus, mais au moins ils sont sûr de pouvoir les vendre à un prix officiel, en principe fixe, et qu'ils connaissent à l'avance. Pour eux, cultiver de l'arachide représente plus de garantie d'avoir de l'argent en plus, que de cultiver les céréales.

Oh ! cela ne veut pas dire qu'en cultivant de l'arachide ils ne se font pas voler. Cette fois-ci c'est directement aux organismes dépendants de l'Etat qu'ils ont à faire ainsi qu'aux collecteurs qui abusent dans les pesées et le paiement. Ils vont s'endetter auprès de l'Etat pour avoir des engrais. Ainsi, une partie de leur produit est déjà consacré à rembourser les dettes de l'achat d'engrais.

C'est ainsi qu'ils deviennent de plus en plus dépendants des trusts agro-alimentaires qui font la pluie et le beau temps sur les prix de l'arachide et de l'engrais.

Enfin, les seules à se réjouir de l'augmentation des cultures d'arachides, ce sont les Lesieur et autres industriels de l'agro-business, ainsi que l'Etat sénégalais qui ramasse au passage quelques miettes sous forme d'apport de devises .

CAMEROUN

Ahidjo s'en va, la dictature demeure

Paul Biya, ancien premier ministre, vient d'être consacré officiellement chef de l'Etat, succédant ainsi à Ahmadou Ahidjo qui a démissionné début novembre pour raison de santé, paraît-il. Une démission " à la Senghor " en quelque sorte.

Faisant l'éloge de Ahidjo, la presse bourgeoise parle de " l'homme de la réunification " du Cameroun, de celui qui avait su maintenir un " régime stable " et fait régner la " paix " intérieure depuis 1960, date de l'indépendance. C'est également en termes élogieux que le gouvernement français a rendu hommage à Ahidjo.

En fait, Ahidjo a su se maintenir au pouvoir pendant un quart de siècle, par une dictature féroce qu'il exerçait à l'encontre de la population.

A ses débuts, Ahidjo, avec l'aide de l'impérialisme français, s'est employé à briser une importante rébellion armée, l'Union des Populations du Cameroun (UPC) dirigée par Um Nyobé, Félix Mounié et Ernest Ouandié; il y est arrivé. Le règne de Ahidjo a commencé dans le sang et c'est également par la répression sanglante qu'il s'est maintenu au pouvoir.

Il y a un peu plus d'un an, il a envoyé son armée contre les paysans d'un village du Nord Cameroun en révolte (les Toupouris) en faisant nombre de morts. La politique de Ahidjo, pendant son règne, a été une politique au service de l'impérialisme. Ce sont les trusts capitalistes qui profitent du pétrole camerounais; il en est de même pour le cacao (4ème rang mondial), le café ou le coton. Les dettes extérieures s'accumulent. En 1979 par exemple, le Cameroun devait 260 milliards de Francs CFA aux organismes financiers mondiaux. Pour les producteurs paysans c'est la misère qui va s'aggravant; ils sont écrasés d'impôts; ils ont la vie dure, c'est ce qui les pousse parfois à des révoltes contre le régime en place.

Sur le plan intérieur il pratiquait la politique de " diviser pour régner ". C'est ainsi que les routes, les hôpitaux et autres établissements publics du Nord - N'Gaoundéré, Garoua par exemple - sont mieux entretenus que ceux du Sud - Douala-Yaoundé.

Aujourd'hui, le dictateur a choisi de s'effacer de la scène politique. Si, comme il semble, c'est un acte volontaire, c'est incontestablement un acte responsable, mais responsable devant les possédants du Cameroun, responsable devant l'impérialisme. La mort d'un vieux dictateur ne se traduit pas toujours par une crise de succession; et une crise de succession au sommet ne se prolonge pas nécessairement dans la rue. Mais enfin le risque existe. Ce n'est pas sans une certaine appréhension que les milieux politiques concernés de l'impérialisme français suivent par exemple l'usure fatale de cet autre " vieil ami " de la France qu'est Houphouët Boigny. Senghor a été le premier à tenter d'éviter à ses maîtres les problèmes que sa succession aurait pu poser. Ahidjo a l'air de suivre l'exemple en allant se reposer dans son château de Grasse en France, acheté avec la sueur et le sang des travailleurs et paysans pauvres camerounais.

Mais la dictature qu'il a mise en place et renforcée au fil des jours demeure : la police, l'armée, le service des renseignements, les " mouchards " etc...

Et son successeur va s'en servir pour continuer à opprimer les masses laborieuses.

TCHAD

deux gouvernements pour une même politique

En octobre dernier, ont été formés successivement le gouvernement de Habré au pouvoir à Ndjaména et celui de Goukouni à Bardaï (dans le Nord du Tchad) .

En 1979, après la première guerre de Ndjaména, les deux hommes étaient respectivement ministre de la défense et président du GUNT (Gouvernement d'Union Nationale de Transition). Ensemble ils avaient montré leur incapacité totale à résoudre aucun des problèmes du Tchad aggravés par plusieurs années de guerre. Incapables aussi de s'entendre sur le partage du pouvoir, ils avaient déclenché une autre guerre qui s'était terminée par la défaite de Habré en 1980 .

Puis resté accroché à la tête de son gouvernement de coalition, Goukouni affichait la même impuissance. Son gouvernement bénéficiait de nombreuses aides extérieures, notamment financières. Mais elles ont été invariablement détournées par lui et ses ministres corrompus. De plus, le pourrissement du GUNT a été accentué par la division entre ses membres liés aux différentes tendances.

Un tel gouvernement ne pouvait pas bénéficier d'un soutien des masses. Celles-ci étaient totalement indifférentes vis-à-vis des dirigeants. La guerre, dont elles étaient les victimes, était l'affaire des différentes armées.

De la faiblesse et de l'isolement du GUNT, Habré a tiré sa force. C'est ainsi que, à l'aide de la force interafricaine et l'impérialisme américain, il a évincé à son tour Goukouni du pouvoir en juin dernier. Il est en train de faire la preuve qu'il ne vaut guère mieux que son rival principal.

Ces deux seigneurs de guerre, tout comme les autres chefs de tendances, ont beaucoup de capacité à détruire, mais ils n'en ont aucune pour construire. Aujourd'hui, Goukouni se retrouve à la tête d'un "gouvernement" qui lutte pour reconquérir le pouvoir et Habré à la tête d'un autre qui s'est déjà imposé et qui a commencé à exercer sa dictature.

Les deux gouvernements ne se distinguent en rien. Dès leur formation, ils sont déjà verrouillés par les ministres corrompus qui les composent. Leur politique est celle qui a déjà été appliquée par les dictateurs précédents (Tombalbaye et Malloum). Ce qu'a décidé un ancien président pourrait être réalisé par le nouveau. Ainsi le gouvernement Habré présentera à la prochaine conférence internationale sur l'aide au Tchad le mémorandum qui a été préparé par "celui de Goukouni".

La création de deux gouvernements ne signifie pas qu'il y a quelque chose de changé, mais rappelle simplement que la n'est pas encore terminée. Tout ce que les populations tchadiennes souhaitent, c'est la paix. Elles n'attendent rien d'autre des maîtres d'aujourd'hui et encore moins de ceux d'hier. Au contraire, une grande partie d'entre elles n'hésite pas à montrer son hostilité contre les forces armées de Habré, comme l'ont montré récemment plusieurs incidents dans le Sud.

Il est clair que Habré ne bénéficiera pas plus d'un appui populaire que son prédécesseur. Il ne peut gouverner que par la seule force des armes qui lui a donné le pouvoir. Comme cela a toujours été le cas depuis le début de la guerre, il n'est jamais question de faire appel aux populations. Et Habré a déjà donné le ton en déclarant que les élections présidentielles sont un luxe que le peuple tchadien ne peut s'offrir. Il y a donc d'un côté une dictature qui s'instaure et de l'autre une dictature qui se prépare à se réinstaller à nouveau. Et entre les deux existe la menace d'une nouvelle guerre. Face à cela, les populations tchadiennes qui ont déjà souffert d'une situation laissée aux bandes rivales armées, ont intérêt à s'organiser elles-mêmes pour défendre leurs libertés et ramener la paix.

NIGERIA

LES POPULATIONS VICTIMES DES AFFRONTEMENTS RELIGIEUX

Le 26 octobre ont eu lieu au Nord-Est du Nigéria des émeutes à caractère religieux qui ont duré plusieurs jours. A Maiduguri, il y a eu plus de 500 morts au cours des affrontements.

Ce n'est pas la première fois que ce genre d'émeutes se produisent au Nigéria. En 1981, des émeutes provoquées par des fanatiques religieux d'une secte musulmane à Kano, ont fait plus de 4 000 morts. Dans ces bagarres aveugles entre les sectes religieuses, les principales victimes sont les petites gens.

Les raisons officielles de ces affrontements seraient une querelle à propos de l'implantation d'une église chrétienne près d'une mosquée.

Quelles que soient les causes de ce conflit, ce qui est sûr c'est que la population nigériane, musulmane ou chrétienne subit la misère et l'oppression. Fuyant la campagne les populations se rassemblent autour des villes pour chercher du travail.

Mais quand le climat social est tendu, les conflits se manifestent autour des oppositions religieuses et parfois ethniques. Seulement ces conflits opposent les exploités les uns contre les autres. L'intérêt des exploités du Nigéria n'est pas de se battre entre eux au nom de la religion mais de lutter ensemble contre leurs exploitateurs pour leurs propres intérêts.

URSS

BREJNEV EST MORT, LA DICTATURE RESTE

Presqu'aussitôt après l'annonce de la mort de Brejnev, le nom de son successeur a été proclamé : Youri Andropov, ancien patron du KGB (la tristement célèbre police politique du régime), un homme d'appareil. C'est t o u t un symbole. La rapidité avec laquelle le successeur a été désigné montre que la bureaucratie veut éviter jusqu'au risque d'une crise de succession publique, une lutte ouverte susceptible de créer des remous dans la population soviétique.

Le choix d'Andropov est-il le choix définitif ? S'agit-il d'une solution provisoire comme cela s'est vu dans le passé ? Seul l'avenir nous le dira. Quoi qu'il en soit, avec Andropov ou un autre, la dictature de la bureaucratie est une réalité que la mort, fut-elle celle de Brejnev, ne peut modifier.

Oui, l'URSS, ce pays qui se réclame du communisme est une des dictatures les plus féroces contre les travailleurs. Certes la révolution d'octobre 1917 a été une victoire non seulement sur le tsarisme, mais aussi sur la bourgeoisie. Seulement, la Russie d'alors était pauvre ; et la révolution n'ayant pas pu triompher dans les autres pays européens en particulier, s'est très rapidement développée une bureaucratie qui s'est imposée à la classe ouvrière, découragée d'abord, brisée ensuite.

Brejnev, amateur de grosses cylindrées, porté sur le luxe, était comme le symbole de cette bureaucratie privilégiée, parvenue, se réclamant de la révolution dans les discours, mais regardant avec des yeux envieux les bourgeoisies grandes et petites d'occident, et copiant la façon de vivre de ces dernières.

Toute cette couche de bureaucrates n'a rien à voir avec la révolution prolétarienne, avec ses idéaux ou avec le communisme. Elle a poussé sur le cadavre d'une révolution trahie. Et les Brejnev, les Andropov, comme avant eux, les Staline et Krouchtchev, représentent une couche sociale parasite, qui vit sur le dos de la classe ouvrière, et qui dissimule et préserve cette réalité par une dictature féroce.

Et l'Union Soviétique des bureaucrates n'a pas seulement trahi la révolution en dedans, elle contribue à maintenir l'ordre mondial de l'impérialisme, quand elle n'opprime pas d'autres peuples, comme dans les pays de l'Est.

Cela dit, malgré la bureaucratie, il n'en demeure pas moins vrai qu'en l'espace de 65 ans ce pays qui était sous-développé a franchi bien des étapes. Et s'il y avait une comparaison à faire, ce n'est pas avec les USA, voire même avec la France ou l'Angleterre qu'il faudrait le faire. Ces pays en 1917 étaient des pays impérialistes, déjà riches de l'exploitation des autres. Il serait plus réaliste de comparer l'URSS de 1917 à des pays comme l'Inde ou le Brésil.

Si la Russie tsariste n'avait pas connu la révolution prolétarienne, on peut le dire, elle serait restée au même niveau que des pays comme l'Inde ou le Brésil. Elle serait entièrement sous la coupe des oligarchies capitalistes, avec leur cortège de misère, d'exploitation honteuse et inhumaine. D'ailleurs des pays comme l'Afrique du Sud voire l'Argentine, sont parfois cités en exemple, du point de vue du développement capitaliste. Mais sont-ils libres pour autant ? Justement non, car la domination capitaliste c'est aussi synonyme de la pire barbarie, et l'exemple de ces pays en est la triste illustration.

Oui, ce n'est pas à cause de la bureaucratie mais bien à cause de la révolution d'octobre 1917 que l'Union Soviétique a pu combler son grand retard dans de nombreux domaines, au point d'être considérée comme la deuxième puissance mondiale. Et si ce pays a dû sacrifier le bien-être de ses populations au profit du surarmement, ce n'est pas seulement à cause de la dictature, c'est aussi à cause de la pression des pays capitalistes.

Pour nous, il n'y a donc pas que le choix entre soit la société capitaliste, avec son cortège de misère ou d'exploitation, soit la société, modèle URSS, baptisée communiste, mais qui n'est qu'une affreuse caricature du communisme.

Car en définitive, la bureaucratie soviétique, tout comme elle est, est le résultat du retard de la révolution prolétarienne, mais aussi une des conséquences de la domination capitaliste sur le globe. Seulement l'avenir est à la révolution prolétarienne. Et la victoire de la révolution, ce sera aussi le début d'une ère nouvelle, le commencement d'une vie où capitalisme et bureaucratie ne seront que des souvenirs d'un autre âge.

ce que nous voulons

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnies, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.